

ANALYSE DE LA PRESSE

Mai 2013

1. **A la une : Visite du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Washington**
2. **Dossier du mois : Double attentat à Reyhanli, dans la province de Hatay**
3. **Economie**
4. **Union Européenne**
5. **International**
6. **Turquie**
 - Manifestations contre le pouvoir en Turquie
7. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2013)**



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

1. A la une : Visite du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Washington



Photo : Saul Loeb, AP

Le président américain Barack Obama a reçu le premier ministre turc Recep Tayyip le 16 mai à la Maison blanche à Washington DC.

La Syrie était au centre des discussions des deux leaders politiques. La Turquie est un acteur majeur dans la résolution du conflit syrien. Le double attentat à la voiture piégée de Reyhanlı, qui a eu lieu juste avant la visite du premier ministre turc aux Etats Unis a accentué l'urgence de la question pour la Turquie qui s'inquiète du débordement du conflit dans son territoire.

« Le chef du gouvernement turc a plaidé pour l'instauration de couloirs humanitaires et de zones d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie pour protéger la population des frappes de l'aviation de Bachar Al-Assad. Surtout, il a estimé que "le régime avait déjà franchi depuis longtemps la ligne rouge du président Obama en ce qui concerne l'utilisation d'armes chimiques". "Le monde entier reste assis, regarde sans rien faire", a-t-il déploré. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 14/05/2013*)

Erdogan a affirmé « "mettre fin à cette situation sanglante en Syrie et répondre aux demandes légitimes (des Syriens) en établissant un nouveau gouvernement sont deux volets sur lesquels nous sommes totalement en accord avec les Etats-Unis". (...) "Nous voulons que les Etats-Unis assument plus de responsabilités et s'engagent davantage. Nous allons discuter ensemble très prochainement des mesures qu'ils pourraient prendre", avait encore dit le dirigeant turc à l'antenne de la télévision américaine NBC. » (*Le Parisien, 16/05/2013*)

Lors d'une conférence de presse, les deux leaders « ont de nouveau exigé (...) le départ du président syrien Bachar al-Assad », « même si M. Obama a reconnu qu'il n'existait pas de "formule magique" pour mettre fin à la guerre en Syrie. » (*Le Parisien, AFP, 16/05/2013*). « Il faut que [Bachar al-Assad] transmette le pouvoir à une autorité de transition, c'est la seule façon dont nous allons résoudre cette crise. (...) Le plus tôt sera le mieux », a-t-il insisté [Obama] s'engageant à 'continuer à faire monter la pression sur le régime Assad et à coopérer avec l'opposition syrienne'. » (*Libération, AFP, 17/05/2013*)

M. Obama a affirmé son souhait de chercher une solution au plan international durant la conférence internationale à Genève prévu pour le début juin. De ce point de vue, il a félicité la Turquie de son engagement aux efforts de la communauté internationale pour trouver une transition du régime vers un système démocratique en écartant Bachar al-Assad. « Saluant la "générosité extraordinaire" des Turcs qui ont accueilli quelque 400.000 réfugiés syriens sur leur sol, M. Obama a souligné que la Turquie allait "jouer un rôle important au moment où nous réunissons des représentants du régime et de l'opposition dans les prochaines semaines". » (*Le Parisien, AFP, 16/05/2013*)

La citation du mois

« Dans la mesure où vous [Turquie] êtes liés à l'UE par ce traité d'union douanière, un accord de commerce (avec les États-Unis) aura d'importantes conséquences. (...) C'est pourquoi nous étudions la meilleure façon d'associer la Turquie à ce processus. Au bout du compte, il bénéficiera à tout le monde. »

Herman Van Rompuy, président du Conseil européen (AFP, 29/05/2013)

Les deux pays ont également décidé « la mise en route d'un partenariat commercial » et ils ont annoncé « la création d'un comité de haut niveau sur le commerce ». « Alors que les Etats-Unis s'efforcent d'entrer dans un nouveau partenariat de commerce et d'investissement avec l'Union européenne, je veux m'assurer que nous développons également nos liens économiques avec la Turquie", a souligné M. Obama. » (*Le Monde, Corine Lesnes, 17/05/2013*)

« En quatre ans, les exportations américaines vers la Turquie ont plus que doublé. Les échanges, qui se montaient à 8 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) il y a dix ans représentent maintenant 20 milliards. » (*Le Monde, Corine Lesnes, 17/05/2013*) La Turquie possède un accord douanier avec l'Europe et s'inquiète du fait que les produits américains qui entreraient dans l'Union puissent se retrouver automatiquement sur le marché turc. » (*Le Monde, Corine Lesnes, 17/05/2013*)

2. Dossiers du mois :

Double attentat à Reyhanli, dans la province de Hatay

« Deux voitures piégées ont explosé samedi [11 mai] à Reyhanli, dans le sud de la Turquie, près de la frontière avec la Syrie, faisant au moins 40 morts [ndlr : 52 morts selon les dernières chiffres] et 100 blessés, les autorités turques disant soupçonner le régime de Damas. L'attaque est la plus meurtrière enregistrée en Turquie depuis le début du conflit dans la Syrie voisine, il y a plus de deux ans.» (*Libération, AFP, 11/05/2013*)

« L'attentat est survenu trois jours après la déclaration du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, sur le soutien d'Ankara à l'instauration d'une "no-fly zone" en Syrie, considérée comme la première étape d'une intervention militaire. » (*Le Figaro, Burçin Gerçek, 12/05/2013*) « L'attaque est venue renforcer les craintes existantes de voir la guerre civile entre insurgés et forces loyales à Bachar al Assad déborder du strict cadre syrien et contaminer les Etats voisins » (*Nouvel Observateur, Reuters, 11/05/2013*)

« Les autorités turques ont annoncé l'interpellation de neuf personnes, toutes de nationalité turque. "Elles ont avoué avoir organisé les attentats dès leurs premiers interrogatoires au poste de police et être en relation avec une organisation terroriste liée aux services de renseignements syriens", a précisé le ministre turc de l'Intérieur, Muammer Güler. Cette identification rapide des auteurs présumés du carnage amène nombre de commentateurs à se demander pourquoi il n'a pas été possible d'agir préventivement. » (*Libération, Ragıp Duran, 12/05/2013*) « Le vice-Premier ministre Besir Atalay, [avait] pour sa part précisé que les auteurs de l'attentat ne venaient pas de l'autre côté de la frontière, mais se trouvaient en Turquie. » (*Le Figaro, AFP, 11/05/2013*)

Réactions du gouvernement turc

« Interrogé sur un éventuel lien entre ces attentats et le conflit syrien le vice-premier ministre et porte-parole du gouvernement Bülent Arınç a estimé que le régime de Damas et le président syrien Bachar el-Assad faisaient figure de suspects (...) soulignant toutefois que l'enquête n'en était qu'à son commencement.» (*Libération, AFP, 11/05/2013*)

«"On dirait que la patience et le sang-froid de la Turquie sont testés", a déclaré Recep Tayyip Erdogan dimanche [12 mai]. "Nous devons être très attentifs et garder notre sang-froid contre toute provocation cherchant à nous attirer dans le sanglant marécage syrien. Nous ne tomberons pas dans ce piège."» Le premier ministre écarte ainsi une éventuelle réplique militaire d'Ankara contre la Syrie. Du moins, avant d'avoir vérifié que Damas est bien derrière cet attentat et s'être assuré du soutien de la communauté internationale. » (*Le Figaro, Burçin Gerçek, 12/05/2013*) « "Certains, qui ne voient pas de manière positive le vent de liberté qui souffle sur notre pays, peuvent être impliqués dans ces actions", a déclaré

M. Erdogan, faisant allusion au processus de paix en cours depuis plusieurs mois entre Ankara et les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). » (*Libération, AFP, 11/05/2013*)

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu a de son côté souligné « la "coïncidence" entre ces attaques et une "accélération" des efforts pour résoudre la crise syrienne, avec notamment une visite prévue du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Washington le 16 mai. (*Ouest France, AFP, 11/05/2013*) « "Nul ne doit chercher à tester la détermination de la Turquie. Nos forces de sécurité prendront toutes les mesures nécessaires". » a dit le ministre à la presse, au cours d'une visite à Berlin. (*Le Figaro, AFP, 11/05/2013*) « Dans une allusion implicite aux alliés du régime syrien, y compris l'Iran, le ministre a ajouté : "Nous avons toujours appelé ceux qui soutiennent le régime syrien à ne pas s'allier avec ceux qui commettent un crime contre l'humanité." Le bombardement de Reyhanli montre la nécessité d'"une solution urgente" au problème syrien, a-t-il dit. (...) Interrogé sur la nécessité d'appeler à une action de l'Otan, il a déclaré : "Elle n'est pas nécessaire pour le moment." » (*Le Point, AFP, 12/05/2013*)

Cependant, le ministre a dénoncé « l'inertie de la communauté internationale dans l'épineux dossier syrien. "Le dernier attentat montre comment une étincelle se transforme en incendie lorsque la communauté internationale reste silencieuse et que le Conseil de sécurité de l'ONU est incapable d'agir", a-t-il déclaré. La communauté internationale doit "dire stop" et "adopter une position claire contre les provocations du régime (de Damas) qui alimentent le feu". » (*Le Figaro, AFP, 11/05/2013*) Davutoglu a par ailleurs souligné que « ces attentats ne modifieront pas la politique d'accueil de la Turquie vis-à-vis des réfugiés. "Quiconque se réfugie ici est notre hôte", a-t-il souligné » (*Le Point, AFP 12/05/2013*)

La communauté internationale condamne les attentats

« Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a qualifié "d'horribles" ces attentats. "Ces nouvelles horribles nous touchent tout particulièrement, nous tous qui travaillons en partenariat étroit avec la Turquie", a-t-il dit dans un communiqué. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a demandé de son côté que "les coupables soient rapidement identifiés et traduits en justice", a indiqué le porte-parole de l'ONU Martin Nesirky. "Nous nous tenons aux côtés du peuple de Turquie", a commenté le chef de la diplomatie britannique William Hague dans un message sur Twitter. » (*Nouvel Observateur, AFP, 11/05/2013*)

« Le président [français] François Hollande et le ministre des Affaires étrangères [français] Laurent Fabius ont condamné samedi [11 mai] "avec la plus grande fermeté" le double attentat "Dans ces circonstances tragiques, le chef de l'État exprime, au nom de la France, sa solidarité avec le peuple et les autorités turcs", a indiqué l'Élysée dans un communiqué. » (*Le Parisien, AFP, 11/05/2013*)

La Turquie critique malgré tout la communauté internationale pour son manque de soutien. « Le président turc a déploré jeudi [16 mai] que la réponse de la communauté internationale à la guerre en Syrie "se limite à de la rhétorique" et lui a reproché l'insuffisance de son aide aux pays qui, comme la Turquie, accueillent des réfugiés syriens." La contribution de la communauté internationale à l'aide financière que la Turquie apporte à ces gens qui sont dans une situation difficile n'est que symbolique", a déclaré Abdullah Gül à la presse lors d'un déplacement à Reyhanli. » (*Nouvel Observateur, Reuters, 16/05/2013*)

« La Syrie dément toute implication »

« La Coalition nationale de l'opposition syrienne a condamné l'attaque dans un communiqué, dénonçant une tentative par le régime de Damas de "se venger de la population turque et de la punir pour son honorable soutien au peuple syrien, dont son accueil des réfugiés syriens". (*Le Point, AFP, 11/05/2013*) tandis que le gouvernement syrien a démenti dans son communiqué de presse toute implication dans ce double attentat.

« "Le gouvernement turc (..) soutient les terroristes en les autorisant à utiliser le territoire turc pour pénétrer en Syrie et perpétrer leurs crimes", affirme le communiqué en référence au soutien turc aux

rebelles.» (*Le Parisien, AFP, 14/05/2013*) « "La Syrie n'a pas commis et ne commettra jamais un tel acte, non pas parce que nous n'en sommes pas capables, mais parce que nos valeurs ne nous le permettent pas", a affirmé le ministre syrien de l'Information, Omrane al-Zohbi (...). "Nous avons été attristés par la mort de martyrs (...). Ce sont nos frères", a-t-il indiqué. "C'est (Recep Tayyip) Erdogan qui doit être questionné sur cet acte. (...) Lui et son parti en assument la responsabilité directe", a poursuivi M. Zohbi. » (*Le Point, AFP, 12/05/2013*)

« Le gouvernement syrien s'est déclaré mardi [14 mai] prêt à ouvrir une enquête "commune et transparente" avec Ankara sur le double attentat » (*Le Point, AFP, 12/05/2013*) Cependant, « le Premier ministre turc avait catégoriquement exclu l'offre d'enquête conjointe du régime de Damas, qualifié d'"illégal". Il avait par ailleurs affirmé qu'à son retour des Etats-Unis, son gouvernement établirait une "feuille de route" au sujet de la crise syrienne » (*Le Point, AFP, 15/05/2013*)

Le gouvernement turc est critiqué

« Pour les analystes, le double attentat à la voiture piégée de Reyhanli a marqué l'échec de la politique turque qui, après avoir tenté en vain de profiter de ses bonnes relations avec Damas pour jouer les médiateurs, a décidé de jouer la carte de la rébellion. "Jugeant le départ de Bachar al-Assad inévitable, la Turquie a cherché à le déstabiliser en soutenant l'opposition politique et armée en Syrie", observe Soner Cagaptay, du Washington Institute. "Mais cette politique a échoué avec les graves conséquences que les attaques de samedi [11 mai] ont soulignées", ajoute-t-il, "Ankara ne peut plus désormais se considérer comme à l'abri des retombées de la guerre". » (*Le Parisien, AFP, 13/05/2013*)

« La Turquie semble s'enfoncer dans le marécage syrien et elle est devenue partie prenante de cette guerre civile en soutenant directement l'opposition», s'indignait hier Can Dündar dans le quotidien [turc] *Milliyet* (libéral), alors que *Cumhuriyet*, le journal kémaliste proche de la principale force de l'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), clamait : "Ce massacre est le produit des politiques belliqueuses du pouvoir". » (*Libération, Ragıp Duran, 12/05/2013*)

« Plus critique, Orhan Bursali, du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* estime que "quels que soient les auteurs de ce piège honteux dressé contre les habitants de Reyhanli, ce massacre est le produit des politiques belliqueuses du pouvoir turc". Le chef de l'opposition sociale-démocrate, Kemal Kılıçdaroglu, a quant à lui appelé le gouvernement à "revoir sa politique étrangère". » (*Le Parisien, AFP, 12/05/2013*)

« Le "printemps arabe" a eu pour conséquence de créer "une situation sécuritaire nettement dégradée dans le voisinage direct de la Turquie. D'où le besoin de se rapprocher de ses alliés de l'OTAN et en premier lieu des Etats-Unis", souligne Sinan Ulgen [du Centre d'études économiques et de politique étrangère, à Istanbul]. Ankara a ainsi fait appel à l'Alliance atlantique pour garantir la protection de sa frontière. Les Etats-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas ont répondu présent. En début d'année, des batteries de missiles Patriot ont été déployées dans le Sud, près de la frontière syrienne, dans le but d'intercepter d'éventuels tirs de missiles vers le territoire turc. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 14/05/2013*)

Tension entre Turcs et Syriens

Dans l'attentat de Reyhanli, les habitants de la ville ont exprimé leur colère « en s'en prenant aux quelque 25.000 réfugiés syriens qui ont grossi les rangs de leur ville et en dénonçant le soutien du gouvernement turc aux rebelles. » (*Le Parisien, AFP, 13/05/2013*) « Samedi soir [11 mai], des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de la ville pour demander la démission du premier ministre, dont la politique d'opposition à la Syrie serait à l'origine du drame. Des voitures appartenant à des réfugiés syriens ont également été prises pour cible par la population en colère, qui estime que ces derniers ont importé en Turquie les violences qui se déroulent de l'autre côté de la frontière. » (*Le Figaro, AFP, 11/05/2013*)

Lors des enterrements des premiers corps identifiés le 12 mai, « la tension [était] vive entre les habitants et les nombreux syriens installés dans la ville et dans un camp de réfugiés proche. "On veut juste qu'ils

parent. Rien de tout cela ne serait arrivé s'ils n'étaient pas là, a déclaré un habitant, Ahmet Keskin, charpentier. Certains d'entre eux vendent des cartouches sur des étals dans la rue. Des voitures remplies d'armes (...) On n'avait jamais vu ça avant dans cette ville paisible ", a-t-il ajouté. » (*Le Parisien, AFP, 12/05/2013*)

« Selon un récent sondage, près de 60% des Turcs critiquent la gestion de la crise par le Premier ministre. "Le gouvernement voit depuis six mois sa côte de popularité baisser", remarque Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (IFRI). » (*L'Express, Nadéra Bouazza, 13/05/2013*)

3. Economie

« La Turquie confirme sa bonne santé économique »

« Le ralentissement qu'a connu la Turquie ces deux dernières années n'entrave en rien la bonne marche de ses activités économiques. C'est le constat dressé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) qui a tenu sa réunion annuelle à Istanbul. Et ce même si après deux années de forte croissance, l'économie turque a nettement ralenti en 2012, avec une progression du produit intérieur brut (PIB) de seulement 2,2% contre 8,8% l'année précédente.

La Turquie était en surchauffe", estime Erik Berglof, l'économiste en chef de la Berd. Sa situation est ainsi très différente et bien plus enviable que celle d'autres pays comme la Russie et l'Égypte, dont les perspectives de croissance viennent d'être drastiquement revues à la baisse.

Pour 2013, la Berd a confirmé cette semaine attendre une progression du PIB de 3,7% en Turquie, puis 4% l'an prochain. Des risques demeurent, liés au ralentissement des exportations, aux financements qui restent de court terme et vulnérables aux changements sur les marchés mondiaux et à un faible montant des investissements directs étrangers (IDE). » (*Challenges, AFP, 11/05/2013*)

« La Berd est aujourd'hui active dans 31 pays. La Russie est le premier pays d'intervention, suivie de la Turquie et de l'Ukraine. » (*Le Monde, Marc Roche, 9/05/2013*)

Moody's relève la note de la Turquie

« L'agence de notation financière Moody's a annoncé [le 16 mai] avoir relevé d'un cran à Baa3, contre Ba1 auparavant la note attribuée à la dette de la Turquie, qui sort de ce fait de la catégorie des emprunteurs à risques ("spéculatifs") » (*Le Figaro, AFP, 16/05/2013*)

« La note turque avait également été relevée en mars par Standard and Poor's et en novembre 2012 par Fitch. Moody's a assorti la nouvelle note attribuée à la Turquie d'une perspective "stable", ce qui signifie qu'elle n'envisage pas de la modifier pour l'heure. » (*Le Figaro, AFP, 16/05/2013*)

« Cette note va accroître l'accès de notre Etat et de nos entreprises aux financements internationaux, réduire le fardeau de la dette et contribuer positivement à la croissance à long terme de notre pays », s'est réjoui de son côté le ministre des Finances, Mehmet Simsek, dans un courriel adressé à Reuters. (*Les Echos, Reuters, 17/05/2013*)

« La Turquie a fini de rembourser ses dettes auprès du FMI »

« La Turquie a apuré mardi [14 mai] l'intégralité de ses dettes auprès du Fonds monétaire international (FMI) avec lequel il a eu un passé tumultueux, a déclaré le Premier ministre Tayyip Erdogan, faisant ainsi rentrer son pays dans le club des pays non endettés à cette institution. (...) Il a expliqué qu'une dernière tranche de 412 millions de dollars (317 millions d'euros) avait été remboursée mardi à l'institution monétaire internationale par la Banque. » (*Le Figaro, AFP, 14/05/2013*)

« Cité par l'agence de presse Anatolie, Ali Babacan, le vice-premier ministre turc qui a dirigé le versement de la dernière tranche de dette, a indiqué que la Turquie s'était engagée à contribuer "à hauteur de 5 milliards de dollars" (3,8 milliards d'euros) aux opérations du FMI. Le ministre avait expliqué lundi [13 mai] sur une chaîne de télévision la réussite économique de son pays par la priorité donnée à la croissance du secteur privé. La dette publique a diminué de 46 à 36% du PIB en 4 ans, a-t-il affirmé. » (*20minutes, AFP, 14/05/2013*)

La Banque centrale turque baisse ses taux directeurs pour relancer la croissance

« La Banque centrale turque a baissé jeudi [16 mai] ses principaux taux d'intérêt de 50 points pour relancer la croissance turque, en perte de vitesse. Dans un communiqué diffusé sur son site internet, elle a annoncé une baisse à 4,5% de son taux d'intérêt à échéance d'une semaine, son principal taux directeur.

Le taux d'emprunt au jour le jour passe quant à lui de 4,0% à 3,5% et celui du prêt au jour le jour de 7,0% à 6,5%, a-t-elle ajouté.

«Le comité (de la politique monétaire) a indiqué que l'attitude la plus appropriée pour contrebalancer les risques pesant sur la stabilité financière était de maintenir des taux d'intérêt bas tout en prenant des mesures macroéconomiques prudentielles pour augmenter les réserves de devises", a indiqué la Banque centrale.» (*Les Echos, AFP, 16/05/2013*)

La Turquie adopte une loi d'"amnistie" fiscale pour les fonds à l'étranger

« Le Parlement turc a adopté tard mardi soir [21 mai] une loi d'"amnistie sur la fortune" qui vise à permettre aux Turcs de rapatrier les fonds qu'ils ont placé à l'étranger sans s'exposer à des pénalités ou impôts dissuasifs.

Aux termes de la loi, les Turcs fortunés ne devront verser que 2% des fonds qu'ils rapatrient, alors que l'impôt pourrait normalement s'élever à 30 à 40%. Ils ne feront par ailleurs pas l'objet d'une enquête pour déterminer si ces fonds proviennent d'une évasion fiscale. (...)

Ankara avait mis en place un programme équivalent en 2009 pour atténuer les effets de la crise financière mondiale, ce qui lui avait permis de rapatrier quelque 50 milliards de liras (environ 22 milliards d'euros, au taux de change actuel). » (*Les Echos, Reuters, 22/05/2013*)

Les inégalités de revenus s'accroissent en Turquie

« Les inégalités de revenus bruts dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont davantage accrues sur les trois années allant de 2008, début de la crise économique, à la fin de 2010 que pendant les douze années précédentes, selon un rapport de l'OCDE publié mercredi [15 mai]. » (*Le Parisien, AFP, 15/05/2013*)

« Après impôts et charges sociales, les 10% les plus riches dans la population de l'OCDE ont gagné 9,5 fois plus que les 10% les plus pauvres en 2010, comparé à 9 fois en 2007. L'écart est le plus important au Chili, au Mexique, en Turquie, aux Etats-Unis et en Israël, et le plus faible en Islande, Slovénie, Norvège et Danemark » (*Le Point, AFP, 15/05/2013*)

« En moyenne, depuis 2007, [la pauvreté] a progressé dans 16 pays de l'OCDE, les principales hausses étant observées en Turquie, en Espagne, en Belgique, en Slovénie et en Hongrie. Elle a en revanche régressé au Royaume-Uni et au Portugal. » (*Les Echos, Michel de Grandi, 16/05/2013*)

« A des degrés divers, les Etats ont amorti les effets de la crise par le déploiement des filets sociaux. De 2007 à 2010, les transferts publics (aide à l'emploi notamment) destinés aux ménages ont augmenté dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Turquie, note le rapport. » (*Les Echos, Michel de Grandi, 16/05/2013*)

« Signature de l'accord nucléaire entre le Japon et la Turquie »

« Les chefs des gouvernements japonais et turc ont signé vendredi [3 mai à Ankara] l'accord officialisant la construction d'une deuxième centrale nucléaire en Turquie par le consortium franco-japonais, composé de GDF Suez, Mitsubishi Heavy Industries et Itochu Corporation. » (*Les Echos, Reuters, 3/05/2013*)

« L'accord, signé vendredi à Ankara par le Premier ministre japonais Shinzo Abe et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, porte sur la construction d'une usine d'une capacité de 4.800 mégawatts dans la ville de Sinop, située sur la côte de la mer Noire, pour un coût estimé à 22 milliards de dollars (16,7 milliards d'euros). » (*Les Echos, Reuters, 3/05/2013*)

« L'exploitation de la future centrale serait confiée à GDF Suez, qui entrerait à hauteur de 20 % dans la société de projet. La partie turque, avec l'électricien turc EUAS, détiendrait 50 % des parts, et les japonais Mitsubishi et Itochu 30 %. » (*La Croix, Jean-Claude Bourbon, 6/05/2013*)

Ce contrat « est l'un des rares exemples récents de marché public décroché par une firme française. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 4/05/2013*) « EDF avait pourtant regardé le dossier dès 2011 et a même fait une offre avec l'EPR. Mais le vote, en fin d'année, par le Parlement français d'un texte sur le génocide a donné un coup d'arrêt à cette proposition. » (*Le Monde, Anne Eveno, 2/05/2013*) « La Turquie est aussi citée, avec la Russie, la Chine et le Brésil, dans la liste de ses "grands pays stratégiques" par EDF, qui y a développé des capacités dans l'éolien et participe via Edison au projet de gazoduc Itgi (interconnexion entre la Turquie, la Grèce et l'Italie). » (*Les Echos, Véronique Le Billon, 03/05/2013*)

« A l'image d'Areva, associée au groupe nippon Mitsubishi pour les quatre réacteurs de cette centrale, les sociétés françaises sont restées en retrait du dossier, laissant le premier rôle à leur partenaire. Cette discrétion s'explique par "des raisons politiques", dit un acteur économique français à Istanbul. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 4/05/2013*)

« La Turquie, forte de 76 millions de consommateurs et d'une demande d'électricité qui va doubler en dix ans, est un marché très attractif pour les industriels français, mis à mal par les tensions diplomatiques entre Paris et Ankara. Sa conquête peut justifier une prise de risque. » (*Le Figaro, Fabrice Nodé-Langlois, 03/05/2013*)

« GDF Suez s'invite dans le projet de gazoduc européen Nabucco »

« GDF Suez a annoncé [le 28 mai] avoir conclu un accord avec l'autrichien OMV pour reprendre 9 % de sa participation dans le projet de gazoduc Nabucco West, qui prévoit de relier la Turquie occidentale à l'Autriche sur 1.300 kilomètres. "Ce projet permettra de sécuriser et de diversifier l'approvisionnement en gaz des marchés européens sur le long terme", estime l'énergéticien français. En acheminant du gaz provenant des gisements de ShahDeniz 2, qui seront mis en exploitation par BP et l'azeri Socar en

Azerbaïdjan (16 milliards de mètres cubes prévus en 2020), le projet Nabucco, initié par Bruxelles, a pour objectif de réduire la dépendance des marchés européens à l'égard de la Russie.

Dévoilé voilà plusieurs années, Nabucco peinait toutefois à se concrétiser. D'une longueur initiale de plus de 3.000 kilomètres et d'une capacité de 31 milliards de mètres cubes, le projet a été redimensionné : Nabucco West prévoit désormais l'acheminement de 10 milliards de mètres cubes, auxquels pourraient s'ajouter à terme 13 milliards supplémentaires. En démarrant à la frontière occidentale et non plus orientale de la Turquie, Nabucco West serait relié au projet de gazoduc Tanap mené par la Turquie et l'Azerbaïdjan. Sa mise en service est aujourd'hui prévue pour 2020. (...)

La prise de participation de GDF Suez permet à OMV, qui avait racheté la participation de l'allemand RWE dans le projet, de réduire son exposition, à côté des autres actionnaires que sont la Bulgarie, la Turquie, la Hongrie et la Roumanie (via respectivement BEH, Botas, FGSZ et Transgaz). » (*Les Echos, Veronique Le Billon, 29/05/2013*)

« Un consortium turc choisi pour le 3e aéroport d'Istanbul »

« Un consortium turc emmené par le groupe Limak a remporté vendredi [3 mai] l'appel d'offres pour la construction du troisième aéroport d'Istanbul, pour lequel TAV Holding, dont Aéroports de Paris est actionnaire, paraissait bien positionné. Le groupe lauréat de l'appel d'offres, dans lequel figurent Limak, Cengiz, Kolin, Mapa et Kalyon, a proposé 22,15 milliards d'euros pour décrocher l'exploitation pendant 25 ans du nouvel aéroport dont la Turquie espère faire le premier du monde. » (*Les Echos, Reuters, 3/05/2013*)

Bien qu'il paraissait bien positionné, le groupe aéroportuaire turc « TAV, dont ADP détient 38% du capital, avait préféré renoncer à poursuivre la procédure dès qu'avaient été connus les résultats du premier tour. » (*Les Echos, Reuters, 3/05/2013*) Ceci s'explique « par un souci de ne pas suivre un processus des enchères dont les montants se sont révélés "peu raisonnables" » selon le PDG du groupe ADP, Augustin de Romanet. (*LesEchos.fr, 3/05/2013*)

« Un aéroport qui sera doté de six pistes et devrait accueillir, à terme, 150 millions de passagers par an – quand l'actuel premier aéroport au monde par sa fréquentation, celui d'Atlanta, en a accueilli 90 millions en 2012. » (*LesEchos.fr, 3/05/2013*) « Le futur aéroport devra ouvrir ses portes en 2018. C'est-à-dire deux ans avant les Jeux olympiques de 2020 pour lesquels Istanbul est candidate à l'organisation. » (*Le Monde, Guy Dutheil et Guillaume Perrier, 4/05/2013*)

« Danone se renforce en Turquie »

« Le groupe alimentaire français Danone a annoncé un accord pour l'acquisition de 50,1% du capital de la société turque Sirma, spécialiste des eaux en bouteille, pour un montant non dévoilé. » (*Le Figaro, AFP, 6/05/2013*)

« Danone, qui possède déjà la société Hayat, présente sur ce marché en Turquie, indique compter sur la "forte complémentarité des deux sociétés en termes de positionnement des marques, de présence géographique et de canaux de distribution". » (*Le Figaro, AFP, 6/05/2013*)

« La Turquie fait figure d'eldorado pour la vente d'eaux en bouteille. Le pays est le "onzième marché mondial en volume et a enregistré en 2012 une croissance en valeur de 20 %", explique le groupe. » (*Le Figaro, Annelot Huijgen, 07/05/2013*)

« Carrefour cède le contrôle de sa filiale en Turquie »

« Carrefour en a vendu 12 % pour 60 millions d'euros (ce qui valorise la filiale 500 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 1,1 milliard) à Sabanci Holding, son allié depuis dix-sept ans, permettant à celui-ci de détenir 50,8 % du capital de Carrefour SA (28 hypers et 215 supermarchés). Carrefour conservera 46,2 % de la filiale et son allié aura le contrôle du management. » (*Le Figaro, Ivan Letessier, 01/05/2013*)

« La première banque grecque bénéficiaire au T1 grâce à la Turquie »

« La première banque grecque, National Bank (NBG) a publié vendredi [24 mai] son deuxième bénéfice trimestriel consécutif, un résultat soutenu par les performances de sa filiale turque Finansbank, la diminution de ses coûts de financement et la baisse des provisions pour créances douteuses. (...) Le groupe a réalisé sur les trois premiers mois de l'année un bénéfice net de 27 millions d'euros, à comparer à une perte de 731 millions sur la période correspondante l'an dernier.

A elle seule, la filiale Finansbank a gagné 155 millions d'euros sur janvier-mars, un résultat en progression de 23%. » (*Les Echos, Reuters, 24/05/2013*)

Le fabricant toulousain Precimeca se développe en Turquie

Precimeca, fabricant français de broyeurs industriels, développe ses opérations en Turquie. « La croissance soutenue et le changement de législation sur le recyclage pour se conformer aux normes européennes nous ont convaincu », explique Stéphane Fosse, directeur commercial de Precimeca. (...) À l'heure où les marchés européens refluent, ce relais de croissance lui permettra de maintenir, voire faire progresser, son chiffre d'affaires de 5 millions d'euros. (...) Pour asseoir sa réputation, la société toulousaine met en place un service après-vente réactif grâce à une entreprise partenaire. » (*Les Echos, Ophélie Colas des Francs, 14/05/2013*)

La Turquie vise des contrats pétroliers au Kurdistan irakien

« La Turquie espère signer cette année des contrats commerciaux avec des entreprises russes et américaines qui opèrent dans le Kurdistan irakien pour participer à des opérations d'exploration de pétrole et de gaz, selon le ministre turc de l'Energie [Taner Yıldız].

En visite à Washington, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé la semaine dernière qu'une entreprise turque avait signé un contrat avec la compagnie américaine Exxon Mobil, sans plus de détails. (...) "Nous allons sans doute nous engager dans le nord de l'Irak avec des compagnies russes et américaines dans le cadre de différents projets tels que l'exploration de pétrole et de gaz. Et cette année, des entreprises publiques et privées pourraient signer des contrats commerciaux avec le nord de l'Irak", a-t-il déclaré [Taner Yıldız] à Reuters, sans donner le nom des compagnies.

Exxon a été la première société à signer des accords d'exploration avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK). D'autres groupes, tels Chevron, Total ou le Russe Gazprom Neft ont suivi. Des entreprises irakiennes implantées dans la région pourraient également participer à ces accords, qui regrouperont trois ou quatre partenaires, selon Taner Yıldız. » (*Les Echos, Reuters, 22/05/2013*)

4. Union Européenne

Le président du Conseil européen évoque une adhésion turque

Lors de sa première visite à Ankara le 23 mai, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy s'est prononcé « pour "revigorer" le processus d'adhésion moribond de la Turquie à l'Union européenne ». (*Le Figaro, AFP, 23/05/2013*)

« "Notre objectif mutuel est de donner un nouvel élan au processus d'adhésion de la Turquie", a dit Herman Van Rompuy lors d'une conférence de presse avec le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Le dirigeant européen a salué les réformes entreprises par le gouvernement islamo-conservateur turc, notamment dans le domaine des droits de l'Homme, et soutenu le processus de paix engagé avec le Parti des travailleurs du Kurdistan pour mettre un terme au conflit kurde qui perdure depuis 1984. » (*Le Figaro, AFP, 23/05/2013*)

« Paris a ouvert la voie à un déblocage des négociations début février en annonçant la levée de son veto sur un des cinq chapitres de discussion bloqués par l'ancien président Nicolas Sarkozy, hostile à l'entrée de la Turquie dans l'UE. » (*Le Figaro, AFP, 23/05/2013*)

Tribune commune de Guido Westerwelle et Ahmet Davutoglu dans la presse allemande

Lors de sa visite à Berlin les 11 et 12 mai, le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu a rencontré son homologue allemand Guido Westerwelle « pour le premier "dialogue stratégique germano-turc", un nouveau format de consultations entre les deux pays qui couvrira toutes les questions bilatérales, européennes et de politique internationale. ». (*La Tribune, 12/05/2013*)

A l'occasion de cette visite Guido Westerwelle et Ahmet Davutoglu « ont signé une tribune commune dans l'édition dominicale du Frankfurter Allgemeine Zeitung prônant un nouvel élan dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. (...) [Les deux ministres] ont appelé à "donner un nouvel élan à ce processus, que l'UE et la Turquie doivent faire avancer". "La Turquie a lancé un vaste processus de réformes qu'elle poursuit avec détermination. Ces réformes vont dans le sens de nos valeurs communes: démocratie, droits de l'Homme et Etat de droit", soulignent-ils. La Turquie "a fait beaucoup de progrès" dans ses réformes et ses "succès doivent se refléter positivement dans la procédure de négociation en vue d'une adhésion à l'UE", écrivent encore les deux ministres. "Il est positif qu'un nouveau chapitre de négociation s'ouvre prochainement. Le surplace dans les négociations pénalise la Turquie et l'Europe", soulignent encore les deux homologues. » (*La Tribune, 12/05/2013*)

« La position officielle de l'Allemagne sur une adhésion de la Turquie à l'UE est toutefois assez prudente. Fin février, lors d'un déplacement en Turquie, la chancelière Angela Merkel avait affirmé, après un entretien avec le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan: "Même si j'ai des réserves sur une adhésion pleine et entière de la Turquie, je veux que les discussions se poursuivent". La chancelière allemande avait notamment exigé qu'Ankara fasse des progrès sur la question de Chypre, dont la Turquie refuse toujours de reconnaître le gouvernement de la partie méridionale, tout en interdisant ses ports et aéroports aux navires et avions en provenance directe de Chypre. » (*La Tribune, 12/05/2013*)

La Turquie demande l'ouverture de nouveaux chapitres de négociations

Le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a participé à une conférence de presse aux côtés de son homologue irlandais Eamon Gilmore et le commissaire européen en charge de l'Élargissement Stefan Füle, organisée à l'issue de la réunion du Conseil des Etats de l'Union européenne à Bruxelles le 27 mai.

« "Nous espérons pouvoir ouvrir en juin un nouveau chapitre de discussion, le chapitre 22 concernant la politique régionale", a annoncé au cours [de cette] conférence de presse le chef de la diplomatie irlandaise, Eamon Gilmore, dont le pays assure la présidence des réunions ministérielles de l'UE jusqu'au 30 juin. Mais la Turquie doit montrer de la bonne volonté, a insisté le commissaire européen en charge de l'Élargissement Stefan Füle. "La clef de l'amélioration des négociations est l'accord de réadmission conclu avec l'UE", que la Turquie doit signer et mettre en oeuvre. Cet accord est capital pour faciliter la lutte contre l'immigration clandestine dans l'UE, car la Turquie est devenue un point de passage vers la Grèce. En contrepartie de la signature de cet accord paraphé par Ankara en 2012, l'UE acceptera de faciliter l'octroi de visas pour les ressortissants turcs.

Le chef de la diplomatie turque n'a pas caché son agacement devant le blocage de ce processus. "Une fleur ne suffit pas pour que le printemps arrive", a-t-il lancé au cours de la conférence de presse avec MM. Gilmore et Füle. "Dix sept chapitres (sur 35) sont bloqués pour des motifs politiques. Il faut débloquer le processus, car à ce rythme, il faudra cinquante ans pour le terminer", a-t-il insisté. Ahmet Davutoglu a demandé l'ouverture des chapitres liés aux relations extérieures. "Nous pensons que nous avons besoin d'une nouvelle perspective stratégique dans nos relations", a-t-il averti. "Sans la Turquie, l'UE ne sera pas complète, elle n'aura pas de continuité stratégique et géographique", a-t-il soutenu.» (AFP, 27/05/2013)

La Turquie a été par ailleurs critiquée pour l'absence de « progrès vers la normalisation de ses relations avec la République de Chypre » dans un communiqué du Conseil des Etats de l'UE. (AFP, 27/05/2013)

« Ankara s'inquiète des accords de libre-échange négociés par l'UE »

« Au bord de la récession, Bruxelles a commencé à négocier avec plusieurs de ses partenaires commerciaux, avec l'espoir de relancer sa croissance et de freiner la hausse du chômage. (...) La Turquie redoute de faire les frais des accords de libre-échange négociés par Bruxelles avec les États-Unis ou le Mexique, qui menacent de remettre en cause les bénéfices du traité d'union douanière signé il y a près de vingt ans. (...)

Le ministre turc de l'Économie l'a exprimée sans détour. "Il faut jeter l'accord d'union douanière à la poubelle et le remplacer par un accord de libre-échange", a lancé Zafer Caglayan. "Dans sa forme actuelle, l'union douanière est loin d'assurer le libre marché et le libre-échange. " (...)

Même si elle n'en est pas partie prenante, cette politique s'avère lourde de menaces pour la Turquie. Car aux termes de l'accord d'union douanière signé en 1995 entre Ankara et Bruxelles, tout pays tiers qui signe un traité commercial avec l'UE se voit directement offrir un accès au marché turc. Par contre, les entreprises turques ne bénéficient en retour d'aucun des avantages accordés aux exportations européennes. Pour le gouvernement turc, l'enjeu est de taille. Les 27 absorbent à eux seuls près de 40 % des exportations turques, pour un montant de 152,5 milliards de dollars en 2012. Alors que sa croissance a lourdement chuté à 2,2 % l'an dernier après deux années folles à plus de 8 %, pas question donc pour Ankara d'accepter une telle perspective. (...)

" Les accords de libre-échange négociés par l'UE, particulièrement ceux avec le Mexique et la Corée du Sud, se révèlent très désavantageux pour la Turquie", insiste l'analyste économique Sarp Kalkan, de l'institut TEPAV. " Ces deux pays produisent des biens très proches de ceux fabriqués en Turquie. " (...)

Au-delà de ces inquiétudes, les analystes font remarquer que la Turquie a largement profité de l'accord de libre-échange signé avec les Européens, qui a contribué à en faire la 16e puissance économique mondiale. (...)

Les Européens ont semble-t-il pris la mesure des préoccupations turques. Lors de sa première visite officielle la semaine dernière à Ankara, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy s'est efforcé de rassurer ses hôtes. "Dans la mesure où vous êtes liés à l'UE par ce traité d'union douanière, un accord de commerce (avec les États-Unis) aura d'importantes conséquences", a reconnu M. Van Rompuy. "C'est pourquoi nous étudions la meilleure façon d'associer la Turquie à ce processus. Au bout du compte, il bénéficiera à tout le monde", a-t-il assuré. » (AFP, 29/05/2013)

5. International

Turquie – Syrie

Crash d'un F-16 turc près de la frontière syrienne

« Le pilote d'un chasseur F-16 de l'aviation turque n'a pas survécu au crash de son appareil lundi [13 mai] près de la frontière syrienne dans un contexte de vives tensions avec la Syrie, a affirmé tard lundi l'état-major des armées turques, sans donner de détails sur la mission de l'avion et les causes de l'incident. (...) L'armée turque a précisé que le pilote avait averti par radio qu'il allait actionner son siège éjectable. De source militaire citée par NTV, on indique que la perte de l'avion est vraisemblablement accidentelle. » (Ouest France, 13/05/2013)

La Turquie renforce sa frontière avec la Syrie

A la suite du double attentat à Reyhanli le 11 mai dernier, les autorités turques ont décidé « de restreindre pendant une période d'un mois les entrées et sorties au seul poste-frontière avec la Syrie encore contrôlé par le gouvernement de Bachar Al-Assad. » (Le Monde, AFP, 23/05/2013)

La Turquie a également annoncé la construction d'un "mur de sécurité" sur une petite partie de sa longue frontière avec la Syrie afin de "mieux surveiller" et "maximiser la sécurité dans cette zone". (Le Monde, AFP, 23/05/2013) Le ministre turc des douanes et du commerce, Hayati Yazici a expliqué sur la chaîne d'information NTV que « ce mur, long de 2,5 km, sera érigé dans une zone située aux environs du poste-frontière de Cilvegözü, dans la province de Hatay (sud), en face du village syrien de Bab Al-Hawa. (...) "Il s'agira de barbelés et d'un mur sur lequel seront installées des caméras de surveillance" pour empêcher les infiltrations depuis la Syrie, a-t-il dit. » (Le Figaro, AFP, 23/05/2013)

La police turque avait annoncé avoir déjoué « un projet d'attentats contre des réfugiés syriens dans le sud de la Turquie et interpellé six Turcs dans le cadre de cette affaire » le 22 mai. (Le Parisien, AFP, 22/05/2013) « Ces suspects projetaient de mener des "attaques à la bombe et d'enlever des réfugiés syriens" dans des camps, a indiqué le gouverneur de la province de Hatay. » (Le Figaro, AFP, 22/05/2013)

La Turquie déplore l'utilisation d'armes chimiques par la Syrie

« Des examens menés en Turquie sur des victimes de la guerre en Syrie indiquent que des armes chimiques ont été utilisées et d'autres tests sont en cours pour confirmer ce fait, a déclaré vendredi [10 mai] le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. » (Les Echos, Reuters, 10/05/2013) « "Il est clair que le régime (syrien) a utilisé des armes chimiques et des missiles", a déclaré M. Erdogan sans toutefois donner d'autres détails de lieu ou de date sur l'utilisation de ces armes. » (Le Figaro, AFP, 10/05/2013)

« "Elle a été franchie depuis longtemps", a ajouté le Premier ministre turc en parlant de la "ligne rouge" fixée par le président américain Barack Obama. M. Erdogan a appelé les Etats-Unis à renforcer leur action contre le président syrien Bachar al-Assad » en assumant plus de responsabilités et s'y engageant davantage. (*Le Figaro, AFP, 10/05/2013*)

« "L'escalade continue" des attaques de l'armée syrienne et ses violations flagrantes et systématiques" des droits de l'homme » ont été condamnés par « la résolution --non contraignante et à la portée symbolique-- adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies» le 15 mai. (*Le Parisien, AFP, 15/05/2013*)

« Erdogan dénonce l'"intervention étrangère" du Hezbollah » en Syrie

« "Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé mardi [21 mai] l'appui militaire fourni par le mouvement chiite libanais Hezbollah aux troupes du régime de Damas dans la bataille pour le contrôle de la ville syrienne de Qousseir. "Je suis totalement de votre avis", a répondu Erdogan à un journaliste qui lui demandait s'il considérait l'implication des troupes d'élite du Hezbollah dans les combats en Syrie comme une "intervention étrangère". "En Syrie il n'y a pas seulement le Hezbollah, mais aussi d'autres forces", a-t-il ajouté en faisant implicitement référence à l'Iran, l'un des rares soutiens du régime du président Bachar el-Assad. » (*Le Point, 21/05/2013*)

Turquie – France

Le premier consul turc à Bordeaux

« Volkan Türk Vural, premier consul turc à Bordeaux s'installera allées de Chartres fin mai. Pour lui, les 15 000 ressortissants girondins sont bien intégrés. A la fin du mois, le consulat de Turquie ouvrira ses portes dans un superbe immeuble des allées de Chartres, très exactement au numéro 29. "La décision d'installer deux nouveaux consulats en France, à Nantes et à Bordeaux, a été prise en 2010 et s'est concrétisée en septembre 2012", explique Volkan Türk Vural, qui a pris ses fonctions à ce moment-là. » (*Sud Ouest, Dominique Manenc, 21/05/2013*)

Turquie – Allemagne

La communauté turque en Allemagne entre dépit et espoir

Le 6 mai « s'est ouvert à Munich le procès de la cellule néonazie Clandestinité nationale-socialiste (NSU), accusée d'avoir tué six ressortissants turcs, deux Allemands d'origine turque, un Grec et une policière entre 2000 et 2007. "C'est un procès de réhabilitation, des victimes et de leurs proches", souligne Doris Dierbach, l'avocate de la famille de Halit Yozgat, tué en 2006 dans son Internet-Café de Kassel, dans la Hesse. » (*La Croix, Camille Le Tallec, 7/05/2013*)

« L'extrême droite est traditionnellement sous-estimée en Allemagne, et il y a plus de racisme dans les instances officielles qu'on le voudrait, estime Ayse Demir, vice-présidente de la Communauté turque d'Allemagne (TGD). » (*La Croix, Camille Le Tallec, 7/05/2013*)

« À l'issue de la procédure d'accréditation initiale, aucun média turc ou grec n'avait obtenu de place pour l'audience. » (*La Croix, Camille Le Tallec, 7/05/2013*)

Turquie – Israël

CPI: examen préliminaire sur le raid contre la flottille de Gaza

« Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé mardi [14 mai] l'ouverture d'un examen préliminaire sur le raid mené par Israël contre une flottille humanitaire à destination de Gaza en mai 2010 qui avait entraîné la mort de neuf Turcs. » (*Le Point, AFP, 14/05/2013*)

« Trois ans après le raid mené par Israël le 31 mai 2010, causant la mort de neuf Turcs, la Cour pénale internationale va ouvrir un examen préliminaire. Il permettra de "déterminer si les critères pour ouvrir une enquête sont réunis" a indiqué la procureure, Fatou Bensouda. » (*L'Express, AFP, 15/05/2013*) « Elle a précisé avoir été saisie de l'affaire par le gouvernement des Comores, un Etat partie au Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI, mais aussi l'Etat auprès duquel était enregistré le Mavi Marmara, navire amiral de la flottille internationale d'aide humanitaire. » (*Le Point, AFP, 14/05/2013*)

« Les Comores ont demandé au procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, dont meurtre, torture et actes inhumains. (...) "J'annoncerai ma décision en temps opportun après une analyse approfondie de l'ensemble des informations disponibles", a précisé Mme Bensouda. » (*Le Point, AFP, 14/05/2013*)

Turquie – Chypre

« Le gaz, artisan de la paix à Chypre? »

« L'exploitation future des réserves de gaz au large de Chypre, dans ce Levant compliqué, pourrait-il être un facteur de réconciliation plutôt que de tension géopolitique? "Ces derniers temps sont parus dans la presse turque des articles insufflant un message plus pacifique. Ils présentent le gaz comme un trait d'union possible entre les deux parties séparées de Chypre. Il est question que les pourparlers sur la réconciliation reprennent d'ici la fin de l'année. Tel est le message délivré par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan lors de sa récente visite à Barack Obama, rapporte le quotidien Hürriyet. Ankara suggère d'exporter le gaz chypriote par gazoduc, via la Turquie." » (*Le Figaro, Fabrice Nodé-Langlois, 24/05/2013*)

« Les revenus du gaz, pas attendus avant 2020, font rêver les Chypriotes, plongés dans une crise profonde. Le FMI prévoit un recul du PIB de près de 9% cette année et un chômage de plus de 15%. (...)

Seulement, la solution d'un gazoduc reviendrait, pour Nicosie, à se mettre dans la main d'Ankara, résume un observateur étranger. C'est pour cela que le nouveau président chypriote Nicos Anastasiades vient de décider, en conseil des ministres, du principe de construire une usine de liquéfaction de gaz. » (*Le Figaro, Fabrice Nodé-Langlois, 24/05/2013*)

Par ailleurs, « le secrétaire d'Etat américain John Kerry a plaidé [le 10 mai] devant son homologue chypriote Ioannis Kasoulides pour "dégeler" le conflit qui divise l'île méditerranéenne depuis près de 40 ans. "Nous comptons travailler avec le ministre des Affaires étrangères, le président (chypriote Nicos) Anastasiades et d'autres pour essayer de sortir Chypre de l'un des conflits gelés de la planète", a déclaré devant la presse M. Kerry, faisant état d'entretiens récents avec les dirigeants turcs, grecs et chypriotes. » (*Le Figaro, AFP, 10/05/2013*)

6. Turquie

Manifestations contre le pouvoir en Turquie

Le mouvement, initié par des opposants au projet d'urbanisation du parc Gezi à Istanbul, réunis depuis le 28 mai, s'est transformé en vague de protestation contre le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à travers le pays, suite à l'intervention violente de la police vendredi sur la place Taksim.

A l'origine, les manifestants contestaient un projet de réaménagement prévoyant « la suppression du parc Gezi au profit d'un centre culturel, d'un centre commercial et de la reconstitution d'une caserne militaire de l'époque ottomane. » (*Le Monde, AFP, 31/05/2013*)

« Les incidents ont débuté dès l'aube, [vendredi 31 mai], lorsque des policiers ont délogé à l'aide de canons à eau et de gaz lacrymogènes quelques centaines de personnes qui campaient » dans le parc de Gezi « pour empêcher le déracinement de 600 arbres ». (*Le Monde, AFP, 31/05/2013*)

« Violente, l'intervention a fait de nombreux blessés et suscité la mobilisation de toute la société civile stambouliote. (...) Des nombreux manifestants ont été blessés, victimes de fractures ou de détresse respiratoire, certains gisant inconscients de longues minutes avant d'être secourus. » (*Le Monde, AFP, 31/05/2013*)

« Le projet de la municipalité, tenue par le parti islamo-conservateur au pouvoir [AKP], est dénoncé par de nombreux urbanistes, architectes et écologistes. Ils ont remporté une première victoire vendredi avec la décision d'un tribunal administratif d'Istanbul de suspendre le projet de reconstruction de la caserne. » (*Le Monde, 31/05/2013*)

Suite à la poursuite des affrontements avec la police, la contestation a gagné d'autres villes en Turquie, notamment Ankara et Izmir, « où des milliers de personnes ont dénoncé les violences d'Istanbul. » (*Le Monde, 31/05/2013*)

La répression des forces de l'ordre est également critiquée par la communauté internationale. Amnesty International a critiqué « "le recours excessif à la force contre des manifestants pacifistes", pendant que Reporters sans frontières (RSF) dénonçait les "attaques ciblées" des forces de l'ordre contre des journalistes." (*Le Monde, 31/05/2013*) Washington a exceptionnellement rappelé à l'ordre la Turquie « au sujet des libertés publiques, condamnant la répression par la police d'Istanbul. (...) "Le meilleur moyen de garantir la stabilité, la sécurité et la prospérité de la Turquie, c'est de respecter les libertés d'expression, d'association et de rassemblement telles que ces personnes visiblement les exerçaient. (...) Ces libertés sont vitales à toute démocratie saine" a déclaré la porte-parole du département d'Etat américain Jennifer Psaki. » (*Le figaro.fr, AFP, 31/05/2013*)

« La contestation prend de l'ampleur et se transforme en une remise en cause plus globale de la politique menée par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. » En parallèle, des milliers de personnes continuent à exprimer leur soutien aux manifestants sur les réseaux sociaux. (*Le Monde.fr, 31/05/2013*)

Le PKK se retire de Turquie

Les médias turcs ont annoncé le retrait des rebelles kurdes le 8 mai. Le mouvement de repli des rebelles qui quittent les montagnes turques pour le Kurdistan irakien est considéré comme une « première étape d'un règlement politique ». (*Le Figaro, Laure Marchand, 8/05/2013*)

« Le retrait constituera la deuxième phase concrète du processus de paix engagé entre le PKK et Ankara, après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral fin mars. » (*Nouvel Observateur, AFP, 8/05/2013*)
« "L'important, ce n'est pas le retrait mais le désarmement de l'organisation" » a néanmoins souligné le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 9/05/2013*)

« "Les opérations de reconnaissance incessantes de drones aériens retardent le processus de retrait", affirme le PKK, ajoutant que les mouvement de troupes armées dans le sud-est anatolien, théâtre d'action du PKK "n'affectent pas seulement le retrait mais préparent le terrain pour des provocations et des affrontements" » (*Le Parisien, AFP, 7/05/2013*)

« Fin avril, le chef de la branche militaire du PKK, Murat Karayilan, avait précisé que le retrait s'arrêterait immédiatement "en cas d'attaque ou de bombardement de ses troupes" et entraînerait des représailles. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 09/05/2013*)

Le coprésident du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) Selahattin Demirtas « s'est lui aussi inquiété de l'intervention possible de 'forces obscures' durant ce repli. "Nous ne nous attendons pas à une attaque de l'armée mais des forces obscures, des militants paramilitaires, qui ne sont pas sous le contrôle des forces gouvernementales, peuvent tenter de saboter l'opération", a-t-il estimé. » (*Libération, AFP, 8/05/2013*)

« Interrogé par des journalistes à Ankara, le vice-Premier ministre et porte-parole du gouvernement turc, Bülent Arinç, a déclaré que "le processus (de repli) était observé" par les services de renseignement turcs (MIT). "Ce qui compte pour nous, c'est le résultat, nous avons l'impression que nous sommes proches du but", a déclaré M. Arinç, sans dévoiler non plus les modalités de l'opération. » (*Nouvel Observateur, AFP, 8/05/2013*)

« Le gouvernement turc estime à environ 2000 le nombre d'hommes et de femmes en armes qui pourraient ainsi traverser la frontière irakienne pour parvenir jusqu'aux monts Qandil, le refuge du PKK dans le nord de l'Irak. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 09/05/2013*)

« Dans un entretien à un journal turc, Karayilan a précisé que le retrait s'achèverait en automne. Il en a profité pour dire que la balle était dans le camp d'Ankara, exigeant des réformes en faveur des Kurdes de Turquie qui réclament la reconnaissance de droits spécifiques, notamment le droit à l'éducation en langue kurde, pour leur communauté de 12 à 15 millions de membres, ainsi qu'une autonomie régionale. » (*Nouvel Observateur, AFP, 8/05/2013*)

Par ailleurs, «le gouvernement irakien a dénoncé [le 14 mai] comme une "violation flagrante" de la souveraineté et de l'indépendance de son pays le retrait vers l'Irak de combattants kurdes de la Turquie voisine, alors qu'un premier groupe est arrivé dans le nord irakien. Dans un communiqué, "le gouvernement irakien confirme son rejet de ce retrait et de la présence sur le territoire irakien d'hommes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui constituent une violation flagrante de la souveraineté et l'indépendance de l'Irak. » (*Le Figaro, AFP, 14/05/2013*)

L'opposition turque ne cesse guère de critiquer les négociations du gouvernement avec le PKK. « Le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) a qualifié les "marchandages avec l'organisation terroriste" de "deshonorants" et le Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite) voit dans ces négociations une "trahison". » (*Le Monde, Guillaume Perrier 09/05/2013*) Le chef du MHP Devlet Bahçeli « a dénoncé "une capitulation" face "aux terroristes" qui partent et à qui "on dit adieu d'un signe de la main". » (*Le Figaro, Laure Marchand, 8/05/2013*)

« Le journal d'opposition Sözcü critiquait avec véhémence le gouvernement islamo-conservateur turc mercredi [8 mai], l'accusant de "rester simple spectateur face aux tueurs", les rebelles. "Ils ont tué, pillé,

menacé, mis la Turquie à feu et à sang, maintenant ils s'en vont librement avec leurs armes", titrait le quotidien. » (*Libération, AFP, 8/05/2013*)

« Selon un sondage de l'institut Metropoll, une personne interrogée sur deux [en Turquie] est en désaccord avec le processus de négociations. » (*Le Figaro, Laure Marchand, 8/05/2013*)

« Le Parlement turc adopte une loi controversée limitant la consommation d'alcool »

« Le Parlement turc a adopté vendredi [24 mai] un projet de loi défendu par le parti islamo-conservateur au pouvoir [AKP] qui restreint la consommation, la vente et la publicité des boissons alcoolisées, dénoncé comme une atteinte aux libertés par l'opposition. » (*Libération, AFP, 24/05/2013*)

« Aux termes de cette loi, la vente d'alcool est interdite dans tous les commerces entre 22 heures et 6 heures du matin, de même qu'à toute heure à proximité des établissements scolaires et des mosquées. Des messages rappelant les dangers de l'alcool sont désormais obligatoires sur chaque boisson en contenant. » (*Libération, AFP, 24/05/2013*)

« Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a profité vendredi [24 mai] d'une intervention publique pour justifier la nouvelle loi. "Devons-nous, en tant qu'Etat, encourager les mauvaises habitudes ? Nous ne voulons pas d'une jeunesse qui errerait ivre jour et nuit" a-t-il plaidé. » (*Le Point, AFP, 24/05/2013*)

« Selon une récente étude de l'Institut national de la statistique turc (TurkStat), 85% de la population turque ne consomme pas d'alcool. » (*Libération, AFP, 24/05/2013*)

« Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan récuse les accusations du camp laïque qui lui reproche de chercher à islamiser la société. Il dit que loin de chercher à rogner les libertés individuelles, il s'efforce d'harmoniser les normes de la Turquie, qui est candidate à l'Union européenne, avec celle en vigueur dans les pays de l'UE. » (*Les Echos, Reuters, 24/05/2013*)

« Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) a pris une série de mesures pour limiter la consommation d'alcool en taxant lourdement les boissons alcoolisées. » (*Le Figaro, Reuters, 24/05/2013*)

« Les amoureux qui se bécotent mis au ban public »

« Ce week-end, un groupe d'islamistes a attaqué un rassemblement bien inoffensif de baisers en public au nom des codes moraux. Plus de 200 personnes, pour la plupart des jeunes, s'étaient réunies à la sortie d'une bouche de métro du centre d'Ankara pour dénoncer les agents de la municipalité, dirigée par la majorité islamo-conservatrice, qui étaient intervenus contre un jeune couple qui se bécotait. C'est quand les manifestants ont commencé à échanger des baisers en signe de soutien à ce couple qu'un groupe de manifestants s'est mis à scander «Allah Akbar» en attaquant à l'arme blanche les bécoteurs. » (*Libération, AFP, 26/05/2013*)

« La Fête du travail dégénère à Istanbul »

« De violents heurts avec la police, près de la place Taksim à Istanbul, ont fait hier plus de 30 blessés dont une majorité de policiers. Lieu symbole du 1er mai depuis 1977 où 34 personnes avaient été tuées, cette place avait été interdite aux manifestations par le gouvernement islamo-conservateur en raison de travaux. 22 000 policiers avaient été déployés pour l'occasion. » (*Libération, 01/05/2013*)

« Le pianiste turc Fazil Say devra être rejugé pour ses tweets anti-islamistes »

« Une cour d'Istanbul a annulé vendredi [24 mai] la condamnation à dix mois de prison avec sursis prononcée contre le pianiste turc Fazil Say, pour insulte à l'islam. Le cas du musicien devra donc être étudié lors d'un nouveau procès, a rapporté l'agence de presse Anatolie. » (*Libération, AFP, 26/04/2013*)

« "Davantage que pour ma personne, cette condamnation, alors que je n'ai commis aucun crime, est inquiétante pour la liberté de convictions et d'expression en Turquie", avait déploré Fazil Say après sa condamnation. (*Libération, AFP, 26/04/2013*)

« Blasphème: un auteur turc condamné »

« L'écrivain turc d'origine arménienne Sevan Nisanyan a été condamné [le 22 mai] par un tribunal d'Istanbul à un an et 45 jours de prison pour avoir insulté le prophète de l'islam Mahomet, a rapporté l'agence de presse Anatolie. Le 14e tribunal d'instance d'Istanbul a jugé M. Nisanyan, qui n'était pas présent à l'audience, coupable d'"insulte aux valeurs religieuses d'une partie de la population" turque, dans sa grande majorité musulmane. Il a rejeté la possibilité d'une condamnation avec sursis au motif que l'accusé avait déjà un casier judiciaire, selon l'agence. Celui-ci peut encore faire appel de la décision. » (*Le Figaro, AFP, 22/05/2013*)

« Il avait écrit sur son blog : "Se moquer d'un dirigeant arabe qui, des centaines d'années plus tôt, a prétendu être entré en contact avec Dieu et en a tiré des profits politiques, économiques et sexuels, n'est pas une incitation à la haine, c'est un test basique de ce qu'on appelle la liberté d'expression." » (*Libération, 22/05/2013*)

« Nouveau procès probable pour l'assassinat du journaliste Hrant Dink »

« La cour d'appel d'Ankara a jugé mercredi [15 mai] que les deux hommes condamnés pour le meurtre en 2007 du journaliste arménien Hrant Dink n'avaient pas agi seuls et qu'ils faisaient partie d'un complot plus large. (...) Deux hommes ont été condamnés en 2012 à des peines de prison pour ce meurtre. » (*Les Echos, Reuters, 15/05/2013*)

7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2013)

Challenges

La Croix

Jean-Claude Bourbon
Camille Le Tallec

La Tribune

L'Express

Nadéra Bouazza

Les Echos

Ophélie Colas des Francs
Michel de Grandi
Véronique Le Billon

Le Figaro

Burçin Gerçek
Annelot Huijgen
Ivan Letessier
Fabrice Nodé-Langlois
Laure Marchand

Le Monde

Anne Eveno
Guy Dutheil
Corine Lesnes
Guillaume Perrier
Marc Roche

Le Parisien

Le Point

Libération

Ragıp Duran

Nouvel Observateur

Ouest France

20 minutes

Sud Ouest

Dominique Manenc

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org